VIRAGE

MESSAGE DU MINISTRE D'ÉTAT À L'ÉDUCATION ET À LA JEUNESSE, M. FRANÇOIS LEGAULT, POUR LA PREMIÈRE ÉDITION DE LA REVUE *VIRAGE* (Novembre 2001)

Novembre... L'année scolaire est maintenant bien entamée. Pour les enseignantes et enseignants, conseillères et conseillers pédagogiques, membres de la direction et autres acteurs du monde de l'éducation, pour vous tous qui faites vivre nos écoles, la rentrée scolaire est déjà chose du passé. C'est au tour de *Virage*, votre bulletin d'information sur la réforme scolaire, de faire sa rentrée.

Je veux d'abord vous remercier pour votre engagement dans la démarche d'apprentissage des jeunes, ainsi que pour le professionnalisme dont vous faites preuve dans votre travail. Je souhaite que l'école soit, de plus en plus, un milieu de vie ouvert sur sa communauté. Je veux que l'éducation soit un défi de société qui engage l'ensemble des personnes, et particulièrement les parents, qui gravitent autour de l'école. Mais il demeure que vous, les professionnels de l'éducation, êtes les premiers guides des élèves dans leur cheminement scolaire.

C'est avec fierté que je lançais, en août dernier, la nouvelle version du Programme de formation de l'école québécoise. Ce document marque un tournant dans notre façon de voir l'enseignement, tout en s'appuyant sur la compétence et l'expérience développées par les acteurs en place dans nos écoles. Le Programme est à la fine pointe de ce qui se fait en éducation, en plus de refléter la contribution de plusieurs enseignants et experts dans notre domaine. Il est motivant et fera aimer l'école aux jeunes, parce qu'il est à la fois mieux adapté à leur réalité, tout en les amenant à relever des défis.

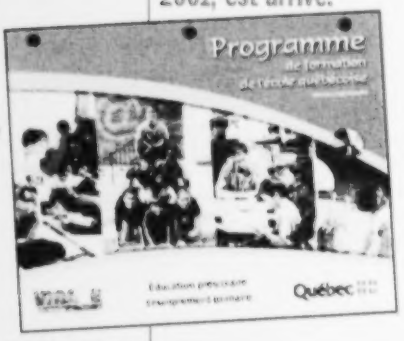
Le Programme vise également à mieux préparer les jeunes pour qu'ils participent pleinement à la société : en plus d'acquérir des connaissances de base fondamentales, ils développeront des compétences leur permettant de mieux interagir avec le monde qui les entoure. Développer une méthode de travail, travailler en équipe, communiquer sa pensée, chercher de l'information, résoudre des problèmes : tout cela s'apprendra à l'école et sera fort utile hors ses murs. Il faut aussi souligner la préoccupation pour la qualité du français, qui est présente dans tout le Programme de formation de l'école québécoise.

Votre détermination à mettre en œuvre le nouveau programme de formation et à travailler pour la réussite des élèves est tellement nécessaire. Ils ont tous besoin de leur enseignant et pour certains d'entre eux, ce soutien est vital. Trop de jeunes ont de la difficulté au primaire. Le taux de décrochage est encore trop élevé au secondaire. Il faut agir rapidement et efficacement, afin d'assurer la réussite du plus grand nombre possible d'élèves et ce, tout en maintenant les exigences scolaires actuelles.

La réussite scolaire nous lance un défi et je sais que vous continuerez à y contribuer. Pour nos jeunes, c'est à la fois essentiel et déterminant!

François Legault

Le Programme de formation approuvé, cuvée 2001, est arrivé.



Le 24 août dernier, le ministre de l'Éducation, M. François Legault, lançait la version approuvée du Programme de formation de l'école québécoise. Résultat d'un vaste exercice de validation auprès de la Commission des programmes d'études et d'intervenants des réseaux scolaires et universitaires, cette nouvelle version remplace la version 2000 laquelle a servi de base de réflexion aux travaux de réécriture. Outre l'uniformisation de l'ensemble des compétences disciplinaires, cet exercice de réécriture a permis de mieux cerner les éléments liés à la culture, d'établir de façon plus précise les liens entre les compétences et les connaissances et de clarifier les attentes à la fin de chacun des cycles du primaire.

2007-03498/

Le Programme de formation approuvé, cuvée 2001, est arrivé.

Tout comme dans la version précédente, le Programme de formation de l'école québécoise se préoccupe de l'élève et de la qualité de ses apprentissages. Des apprentissages signifiants et motivants pour l'élève qui relève les défis du XXIe siècle et qui souhaite même les dépasser. Le document laisse également une grande place au personnel enseignant pour exercer sa créativité avec le plus grand respect pour son expertise professionnelle. Les connaissances et les stratégies trouvent plus clairement leur articulation dans la dynamique d'une approche par compétences. La synergie entre les compétences disciplinaires, les compétences transversales et les domaines généraux de formation est plus évidente dans la version 2001 du Programme de formation. Les liens entre les composantes de la compétence permettent une lecture plus facile de cette synergie, tout en donnant une certaine latitude au lecteur qui y intègre ses propres modèles pédagogiques.

Les apprentissages disciplinaires ont été mis en évidence par l'exercice de révision. Les apprentissages essentiels sont soutenus par des connaissances plus visibles ainsi que par des stratégies et des techniques propres à chaque discipline plus campées par la nouvelle facture du document. Le développement des compétences disciplinaires permet une lecture interdisciplinaire plus explicite et plus évidente favorisant le décloisonnement des disciplines. Les précisions concernant le rôle des compétences transversales se présentent sous une forme plus synthétique. Finalement, les domaines généraux de formation favorisent la prise en compte des grandes questions qui accompagnent les défis auxquels vont faire face les jeunes citoyens de demain.

Plus précis, plus concis, plus clair, mais avec le même esprit qui a animé les travaux de la réforme depuis les trois dernières années, voici donc l'essentiel des changements qui ont amené le ministère de l'Éducation à proposer une version renouvelée du Programme de formation de l'école québécoise.

CALENDRIER DES ACTIVITÉS DE FORMATION

RENCONTRES NATIONALES

Des occasions de pilotage collectif de la réforme, de gestion de son implantation pour les responsables de l'implantation de la réforme

1re rencontre
Dates
- Les mercredi 14 et jeudi 15 novembre 2001

Endroit
- Sheraton (Laval)

2e rencontre
Dates
- Les mardi 16 et mercredi 17 avril 2002

Endroit
- Hilton (Québec)

Une offre de services sur les contenus pour les équipes de personnes-ressources

1re session
Dates
- Les jeudi 6 et vendredi 7 décembre 2001

Endroit
- Hôtel des Seigneurs (Saint-Hyacinthe)

2e session
Dates
- Les lundi 18 et mardi 19 mars 2002

Endroit
- Hilton (Québec)

3e session
Dates
- Les mercredi 22 et jeudi 23 mai 2002

Endroit
- Sheraton (Laval)

17e Forum pédagogique

La réforme prend son envol

Les 31 mai et 1er juin 2001, 450 personnes des Îles-de-la-Madeleine, de la Gaspésie et du Bas-Saint-Laurent étaient réunies à Rimouski pour participer au 17e Forum pédagogique régional, intitulé « Je suis du voyage ». Une telle participation a surpassé tous les espoirs des organisations. Du jamais vu. Un signe que la réforme a pris son envol dans la région.

Le Forum a accueilli 350 enseignantes et enseignants, la plupart provenant des écoles primaires, auxquels s'étaient joints plusieurs représentants des établissements secondaires. « La réforme dans notre région, c'est un engagement, c'est le profil d'aventure du renouvellement et de la création, c'est un grand défi et nous avons quantité d'enseignantes et d'enseignants qui s'attaquent à ce défi », dit le président du comité organisateur, Yvon Landry.

Un défi également relié aux caractéristiques de la région, où 54 pour 100 des écoles primaires comptent moins de 100 élèves, où 38 pour 100 des classes sont à multiples programmes, où 78 pour 100 des écoles primaires comprennent des classes à multiples programmes. Une situation qui occasionne des difficultés particulières quant à l'accessibilité des personnes-ressources, au regroupement des enseignantes et des enseignants, à la gestion de la classe, à l'adaptation du matériel pédagogique, à l'évaluation des apprentissages et à l'organisation par cycle. « Ces faits constituent autant de défis qui sont posés, et nous avons la certitude de pouvoir les relever », soutient avec conviction le président.

Pour ces deux jours, une vingtaine de conférences, présentations et ateliers étaient au programme. L'équipe de Virage a assisté à l'événement. Elle vous en présente un aperçu, pour témoigner du dynamisme de la région.

Tracer la route de la réussite

En tournée dans les régions du Québec, le ministre de l'Éducation, M. François Legault, s'est arrêté à Rimouski à l'occasion du 17e Forum pédagogique. Il a salué le travail des artisanes et artisans de la région qui se sont engagés dans la réforme et exposé les défis qui seront à relever pour en assurer le succès. « Je suis heureux d'être ici parce que le sujet du Forum me tient à cœur, c'est-à-dire la réforme et la réussite de nos enfants », dit le ministre.

Oui, le ministre de l'Éducation est du voyage de la réforme. Il l'assure. « Je le suis par choix et par conviction pour les jeunes, mais aussi parce que je crois que le Québec, par cette grande réforme et par les plans de réussite que nous sommes à mettre en place dans nos écoles, s'engage sur la voie d'un renouvellement dans ses façons de faire. »

Au moment de son passage à Rimouski, le ministre avait déjà visité une dizaine de régions. Les constats qu'il a faits pendant cette tournée le réjouissent. « Partout au Québec, il y a de plus en plus de gens qui ont à cœur l'éducation », a-t-il remarqué. Les projets innovateurs pullulent dans les écoles, projets qui regroupent les enseignantes et les enseignants, les parents et des partenaires de la communauté qui travaillent de plus en plus en collaboration. « Depuis la révolution tranquille, on a travaillé très fort par rapport à l'accessibilité à l'éducation. On est maintenant en train de faire une nouvelle révolution : concentrer nos efforts pour qu'il y ait plus d'enfants qui réussissent. »

Et le nouveau programme de formation?

Le ministre rappelle son importance : il constitue la pierre angulaire de la réforme. Son objectif principal porte sur l'amélioration de la qualité des apprentissages, qui mèneront à une plus grande réussite.
« Malheureusement, certains commentateurs ont essayé de mettre ces deux options en opposition. Ils prétendent que pour qu'il y ait plus d'enfants qui réussissent, on doit faire du nivellement par le bas. Il n'en est pas question, affirme François Legault. La réforme doit d'abord être l'occasion de rehausser la qualité des contenus dans nos programmes. »

Il y a d'abord l'approche par compétences — compétences disciplinaires et transversales — privilégiée dans le Programme de formation. « Je pense que ces compétences sont au cœur de la réforme, au cœur de la façon dont nous abordons la pédagogie », dit le ministre. Il y a aussi une volonté de revenir à des connaissances essentielles, de concilier des apprentissages et de mettre l'accent sur les matières essentielles : le français ou l'anglais — selon la langue maternelle des élèves — la mathématique et l'histoire.

Selon le ministre, les écoles implantent graduellement et fort bien la réforme. Au printemps, le ministère de l'Éducation a mené un sondage auprès des enseignantes et des enseignants, et 7 800 d'entre eux ont répondu à l'appel. « Les résultats sont très encourageants : une très large majorité, soit l'ensemble des répondantes et répondants, est en accord avec les fondements de la réforme. Je suis content de voir que les écoles ont commencé à fabriquer du matériel pédagogique adapté. »

Malgré tout, il reste des ajustements à apporter. Des enseignantes et des enseignants ont fait part de leurs préoccupations et elles ont été prises en compte par le Ministère. Monsieur Legault y répond après les avoir classées en quatre groupes.

Le premier groupe se rapporte au Programme de formation. « La majorité reconnaît bien les compétences disciplinaires et transversales, mais pense que les programmes devraient être plus clairs », signale le ministre. Au moment où le ministre prononçait ces paroles, un travail de réécriture du Programme de formation avait déjà été amorcé. La nouvelle version a d'ailleurs été distribuée au mois d'août dans les écoles du Québec. « On a travaillé très fort à mon cabinet pour relire les 500 pages que compte le document afin de s'assurer que les programmes soient clairs et compréhensibles. »

Le deuxième groupe a trait aux ressources. Au départ, un budget de dix millions de dollars par année avait été prévu, entre autres pour la formation des enseignantes et des enseignants. « Mais ce n'est pas suffisant », affirme le ministre Legault. Une nouvelle somme de quatorze millions de dollars a été ajoutée au budget; une évaluation est également en cours pour établir les besoins du milieu par rapport à la formation du personnel et à sa libération de tâches professionnelles afin de travailler en équipe.

Le rythme d'implantation recouvre les préoccupations classées dans le troisième groupe. « Il n'y a pas de course contre la montre, chacun y va à son rythme », assure le ministre. Si certaines écoles avancent plus vite que d'autres, ce n'est pas par hasard. Avant même l'implantation, déjà 20 pour 100 des écoles utilisaient certaines des nouvelles approches proposées par la réforme, dont la pédagogie par projets. « Alors, ces enseignantes et enseignants n'ont sûrement pas de difficulté, estime-t-il. D'autres, par ailleurs, doivent s'approprier ces nouvelles façons de faire, et il faut leur laisser le temps de le faire. » Cette démarche se poursuit souvent durant plus d'une ou de deux années. « Certains enseignants et enseignantes ressentent une pression pour que tout soit mis en place rapidement, remarque-t-il. Notre système fonctionne bien, il s'agit simplement de l'améliorer par nos nouvelles façons de faire. Alors, il faut l'implanter graduellement pour que tout le monde s'y sente à l'aise. »

La question du redoublement inquiète aussi grandement le milieu et constitue le quatrième groupe de préoccupations traitées par le ministre. « Parce qu'on a dit que le redoublement doit devenir exceptionnel, certains prétendent qu'il ne faut plus du tout de redoublement. Ce n'est pas ce qu'on a dit », rectifie François Legault. C'est à la lumière de rapports produits par une dizaine d'experts — qui démontrent que le redoublement n'est pas toujours la mesure appropriée et qu'il faut être capable d'envisager d'autres solutions — que le ministre s'exprime. « Il faut donc être capable de suivre, entre autres, la réussite des enfants qui ont des difficultés. »

Dans les écoles primaires, 23 pour 100 des enfants redoublent au moins une année. Un chiffre accablant, selon le ministre. « Il est démontré que ces enfants vont perdre souvent leur estime de soi, leur confiance en eux, leur motivation et leurs amis. » Dans 70 pour 100 des cas, ces enfants vont décrocher au secondaire. « Il faut réduire le redoublement et trouver de nouvelles façons de faire, reconnaît-il. C'est certain que ça veut dire qu'il faut aussi ajouter des ressources pour accompagner ces élèves que l'on veut soutenir. »

C'est dans cette optique que le ministère de l'Éducation a mis en place la Politique et le Plan d'action en adaptation scolaire, qui représente un investissement de 180 millions de dollars par année dans les écoles. Ces ressources serviront à réduire le nombre d'élèves par classe en maternelle, première et deuxième années, et ce, surtout dans les milieux défavorisés. Cette rentrée d'argent permettra la création de 2000 nouveaux postes d'enseignantes et d'enseignants, en plus du renouvellement naturel, et quelque 1000 postes de spécialistes pour accompagner les enfants qui ont des difficultés d'apprentissage. « Il faut dorénavant être capables de trouver des solutions de rechange au redoublement, mais il y aura toujours des enfants qui vont redoubler. Toutefois, entre 23 et 0 pour 100, il doit y avoir un pourcentage plus raisonnable. » À la fin avril, les commissions scolaires ont d'ailleurs reçu une banque de moyens de rechange à cette fin.

L'objectif des plans de réussite réclamés par le ministère de l'Éducation est de susciter une mobilisation pour la lutte contre le décrochage au Québec. « Pour ce faire, il faut ajouter des ressources, reconnaît le ministre Legault. Il faut aussi que chaque école sache très bien où elle s'en va, et pour cela, elle a besoin d'une carte et d'un plan. C'est pourquoi j'ai demandé aux écoles et aux cégeps de se donner un plan de réussite. » Ce plan, qui constitue un outil de gestion, est assorti de moyens concrets de réalisation.

Un plan de réussite requiert d'abord un diagnostic. « Cela suppose qu'on se compare à des écoles de milieux socioéconomiques comparables, pour être capables de se fixer des objectifs réalistes et pour adopter les moyens utilisés dans certaines écoles et qui ont fait leurs preuves. » La diffusion à grande échelle des moyens mis en place par les écoles est une pratique courante de plusieurs commissions scolaires du Québec, a constaté le ministre.

Content du travail qui a entouré jusqu'à présent ces plans de réussite, la majorité des écoles au Québec ayant déjà soumis leur plan, le ministre invite les autres à faire de même le plus tôt possible. « Je crois que ça vaut la peine », soutient François Legault.

Dans 80 pour 100 des plans de réussite, les chiffres sont bien en évidence et parlent d'eux-mêmes.
« Quand on se penche sur le nombre d'enfants qui ont décroché, ces chiffres ne sont pas que des statistiques, ils représentent des vies humaines qui ont peut-être été exclues de la société pour le reste de leurs jours, explique le ministre. Alors, si on veut se mobiliser pour qualifier 100 pour 100 des jeunes — l'objectif qu'on s'est donné l'année dernière au Sommet de la jeunesse — il faut être en mesure de les compter et de voir leur évolution. »

Chacun sait que les objectifs quantitatifs doivent être accompagnés d'objectifs qualitatifs, mais les chiffres sont souvent éloquents. François Legault met en évidence une donnée révélatrice : le redoublement. « En considérant que 70 pour 100 des enfants qui ont redoublé au primaire décrochent au secondaire, il faut agir tôt. » Les écoles primaires qui ont remis un plan de réussite prévoient réduire d'ici trois ans le taux actuel de redoublement qui se situe à 23 pour 100, pour le ramener à 12 pour 100, selon un cumulatif. Au secondaire, le taux de décrochage s'élève à 32 pour 100 et les écoles espèrent d'ici trois ans le réduire à 21 pour 100. « Ce sont des objectifs ambitieux », assure le ministre.

En région, les objectifs des écoles demeurent impressionnants, bien qu'elles affichent déjà des taux de redoublement et de décrochage sous la moyenne nationale. Si en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine le taux de redoublement au primaire est actuellement de 23,3 pour 100, on prévoit le réduire à 16,7 pour 100 d'ici trois ans. Dans le Bas-Saint-Laurent, où le taux est le plus bas au Québec, soit 17,6 pour 100, on souhaite le ramener à 11,4 pour 100.

Au secondaire, la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine présentent un taux de décrochage de 30,7 pour 100, et d'ici trois ans, on prévoit le réduire à 22,5 pour 100. La région du Bas-Saint-Laurent affiche un taux de décrochage déjà très bas à 24,1 pour 100, et l'objectif est de le réduire à 14,6 pour 100. « Ces chiffres démontrent qu'on valorise l'éducation et qu'on travaille déjà fort, soutient le ministre. Alors, ça vaut la peine qu'on se mobilise pour atteindre ces objectifs ambitieux. »

« Ces chiffres ne veulent rien dire, si on ne se donne pas les moyens », répète François Legault. Et de ce côté, les écoles ont fait preuve d'imagination. Des mesures ont été déployées pour organiser du soutien aux devoirs, des ateliers de récupération, des périodes de récupération prodiguée par les pairs, de l'aide auprès des parents qui ont des difficultés d'apprentissage et des projets avec la communauté pour créer plus d'activités dans les écoles, après les heures de cours.

« On a réservé dans un fonds spécial, lors du dernier Sommet de la jeunesse, un montant de 70 millions de dollars pour des projets d'école, sous le nom d'École ouverte sur son milieu », rappelle le ministre. Il invite donc les écoles à présenter des projets, conçus en partenariat avec la communauté.

afin d'obtenir du financement pour mettre en place davantage d'activités de types scolaire, sportif, culturel, etc. Pendant le Forum, le ministre remettra un montant de 524 000 dollars aux instigateurs d'un projet lancé dans la région du Bas-du-Fleuve, « Secondaire en spectacle ». Ce projet porte sur l'organisation d'ateliers et autres activités pour les jeunes dans les régions du Québec. « C'est une belle occasion de motiver nos jeunes, explique le ministre. Parce que si le tiers des jeunes décrochent, c'est par manque de motivation, donc il faut des écoles actives et stimulantes. »

La réussite de la réforme sera assurée par l'engagement de tous et de chacun : élèves, parents, enseignantes et enseignants, personnel scolaire, direction, commissions scolaires et communauté. « Si on veut augmenter la réussite des élèves, il faut d'abord, comme société, valoriser davantage l'éducation, et la première façon de le faire, c'est de valoriser le travail qui est fait par les enseignantes et les enseignants dans les écoles du Québec. »

Le ministre insiste sur l'importance de l'engagement des parents. « Si tous les parents passaient une demi-heure chaque jour avec leur enfant pour l'aider à faire ses devoirs, on verrait sûrement les taux de réussite augmenter, soutient François Legault. Malheureusement, il y a des parents pour qui il est plus difficile d'aider leur enfant. Il faut alors être solidaires et trouver des adultes qui leur viennent en aide, que ce soit par le projet École ouverte sur son milieu ou un autre, par exemple par l'aide aux devoirs. »

Le ministre Legault caresse un rêve. Il souhaite que dans chaque classe on repère les deux, trois, quatre ou même cinq élèves qui présentent des difficultés d'apprentissage, qu'ils soient accompagnés dans leur cheminement scolaire, et que tous se mobilisent pour faire une vraie guerre à l'échec et au décrochage.
« Rappelons-nous qu'il n'y a pas d'école sans dévouement, sans engagement et sans communauté. Rappelons-nous que la véritable égalité des chances, la véritable équité entre les générations commence à l'école. Tous les adultes du Québec sont invités à s'engager dans ce beau projet : faire de l'éducation notre priorité, et de la réussite, notre but. Il faut être capables de se mobiliser : c'est dans cette direction que se dessine l'avenir de la société québécoise. »

La démarche de projet

Élisabeth Malazon, professeure au Département des sciences de l'éducation à l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), croit sincèrement que les jeunes ont besoin d'un projet professionnel afin de trouver leur raison d'être dans le système scolaire et sur le marché du travail. Présentement, l'école perd trop de jeunes en cours de formation : des élèves pleins de potentiel, mais sans aspiration professionnelle ni but. La solution? La professeure mise sur l'approche orientante.

Les questionnements qu'elle soulève et les hypothèses qu'elle pose émergent de son vécu d'enseignante en formation professionnelle et en formation générale, en conjonction avec les recherches qu'elle a effectuées sur l'évolution des projets des élèves inscrits en métiers semi-spécialisés (MSS) ainsi que sur la relation entre la théorie et la pratique dans les stages travail-études.

Depuis trois ans, elle s'intéresse de près aux jeunes qui ont choisi une formation qui porte sur des métiers semi-spécialisés. Pour mener sa recherche, elle a travaillé auprès de 160 élèves du Québec. C'est depuis 1984 que le ministère de l'Éducation a permis à des jeunes, dès l'âge de 15 ans, de s'inscrire pendant un an à une formation de 900 heures, comprenant des cours de français et de mathématique ainsi qu'un stage. « En fait, ce sont des décrocheurs, explique la professeure. Ce qui se dégage de cette recherche, c'est que les jeunes s'inscrivent au programme, vont en stage — par exemple, en cuisine, boulangerie, conciergerie, cordonnerie —, mais, que 90 pour 100 d'entre eux n'ont pas de projets professionnels, même pas d'intention ou d'aspiration. Comment se fait-il que des jeunes de 15 ou 16 ans décrochent et ne sachent pas où aller? »

Élisabeth Malazon a fait plusieurs constats au cours de ses recherches. « Les jeunes ne sont pas responsables de tout, note-t-elle. Ils fonctionnent dans un contexte socioéducatif et socioéconomique précis. »

Le contexte socioéducatif est lié à la performance. Il existe, en effet, un modèle éducatif prédominant et fortement valorisé dans la société : terminer une 5e secondaire, poursuivre ses études au cégep et ensuite à l'université. Ce cheminement, pourtant, ne convient pas à tous les jeunes. La preuve : 30 pour 100 d'entre eux décrochent avant d'avoir obtenu un diplôme d'études secondaires. « Il ne faut pas oublier ces jeunes à risques, soutient la professeure. Mais qu'est-ce que l'on fait pour eux? Et ces jeunes sont à risques dès la première année du secondaire, et peut-être même au primaire. Par exemple, ceux qui arrivent en MSS ont 15 ans avec en poche une 2e secondaire. » Elle note que la formation professionnelle est dévalorisée et rarement proposée comme option. « À ce jour, ici comme en Europe, il faut se débrouiller pour se rendre au cégep, mais il ne faut surtout pas aller en formation professionnelle, remarque-t-elle. Pourtant, ces métiers permettent de bien gagner sa vie. Dans ces domaines, il y a très peu ou pas de chômage. Les gens de métiers ont une formation de pointe. » Elle a toutefois constaté une certaine évolution quant à la valorisation de la formation professionnelle, parallèlement à la relance de ce secteur par le ministère de l'Éducation. « Mais on privilégie toujours l'obtention d'un DES ou d'un DEC », précise Élisabeth Malazon.

Par ailleurs, la mondialisation « influe sur le contexte socio-économique et modifie les critères d'embauche. On demande des ouvriers de plus en plus spécialisés. Les jeunes qui ont décroché au cours du secondaire ne répondent plus aux besoins des employeurs. « Aujourd'hui, les grandes entreprises veulent des travailleurs qui ont au minimum une 5e secondaire en mathématique et en science physique, spécifie la professeure. Donc, les jeunes qui ont décroché en 5e secondaire ne seront pas engagés. La mondialisation marginalise automatiquement un groupe de gens. » Le chômage des jeunes (15 à 18 ans) représente 24,4 pour 100 de celui de la population en général. Par comparaison, celui des jeunes des États-Unis atteint 35 pour 100 par rapport à 4,5 pour 100 pour le reste de la population. « De plus, nos jeunes n'ont pas d'expérience professionnelle, parce qu'ils sont mal orientés, précise Élisabeth Malazon. Il s'agit alors de redéfinir les modalités de formation et d'insertion professionnelle pour orienter les jeunes, pour qu'ils sachent où ils veulent aller, et même offrir des stages en entreprise pour qu'ils aient au moins une expérience. Le principal défi, c'est l'orientation. »

Au cours de sa recherche sur les jeunes en métiers semi-spécialisés, Élisabeth Malazon a découvert :

- qu'ils s'y sont retrouvés à la suite d'une erreur d'orientation ;
- qu'ils ne sont pas en projet professionnel (95 pour 100 d'entre eux).

La démarche de projet

- qu'ils ont des aspirations professionnelles utopiques et désuètes,
- qu'ils ont des représentations floues de l'école et du travail,
- qu'ils possèdent peu de connaissances sur le marché du travail,
- qu'ils ont des projets de vie familiaux et matériels (95,5 pour 100 veulent une famille, une maison et une voiture).

Qu'en est-il aujourd'hui de l'orientation scolaire? Élisabeth Malazon s'est intéressée à la question et a cerné diverses problématiques. « Il y a d'abord une multiplicité de programmes et de possibilités de carrière. Il est alors difficile de les connaître tous, et ce, même pour un conseiller d'orientation. » Alors, comment informer nos jeunes? » s'interroge la professeure. « Il faut leur apprendre à trouver eux-mêmes l'information, et pour cela, il faudrra structurer cette recherche sous forme de projet. »

Un deuxième problème : le nombre de conseillers d'orientation par rapport au nombre d'élèves. En 1989, on comptait un spécialiste pour 871 élèves alors qu'aujourd'hui ce nombre est passé à 1 pour 1 700 élèves dans le réseau scolaire.
« Les jeunes, et en particulier ceux à risques, ont besoin de consulter, de parler, d'avoir une personne disponible. Mais dans la situation actuelle, c'est difficile. Alors, les conseillers d'orientation font passer des tests, ça va plus vite. Avec le nombre d'élèves, ils ne peuvent pas faire autrement. »

La chercheure a également observé une tendance à abolir des cours relatifs au choix de carrière, cours souvent perçus comme inutiles. « Mais ça sert à quelque chose, insiste-t-elle. Souvent, ces cours stimulent les jeunes et les incitent à partir à la recherche d'information. »

Elle souligne un autre problème relié à l'orientation. On évalue à 35 pour 100 le pourcentage de jeunes qui se réorientent durant leurs études collégiales, ce qui augmente le coût des études de façon astronomique. Ils sont socialement mis à part. Un jeune qui n'a pas d'emploi se marginalise, c'est un phénomène marquant, surtout dans les grandes villes. Ces jeunes décrochent petit à petit parce qu'ils ne savaient pas où aller. »

Le ministère de l'Éducation a lancé l'idée de l'école orientante pour que les établissements aident les jeunes, à travers leur parcours scolaire, à trouver leur voie. Le Ministère définit l'école orientante comme une démarche concertée de l'équipe-école et de ses partenaires. Cette démarche débouche sur une sélection d'objectifs, sur la mise en place de services individuels et collectifs et sur des activités pédagogiques visant à accompagner l'élève dans le développement de son identité et de son cheminement professionnel.

Est-ce que cela signifie que les enseignantes et les enseignants qui dispensent une matière disciplinaire précise devront, en plus, concevoir des activités pédagogiques pour faciliter l'orientation? « Je ne dis que c'est possible de concilier les deux, répond Élisabeth Malazon. En faisant une démarche de projet, les enseignants vont aider les jeunes à développer des habiletés méthodologiques pour se mettre en projet et au moins connaître leurs goûts et leurs aspirations. »

Selon Élisabeth Malazon, il est possible d'aider les élèves au quotidien. D'abord, en favorisant les références à des métiers et à des professions pour contextualiser les apprentissages. Sans connaître tout le catalogue des métiers et professions, il suffit souvent de faire des liens entre la matière enseignée et certains métiers. Par exemple, mentionner que bien connaître la géographie est nécessaire pour devenir guide touristique, géomètre, géographe, climatologue, etc. » Et de temps en temps, il s'agit de prendre un métier et de l'approfondir », dit la professeure. Elle propose également d'intégrer dans les cours des liens entre les matières enseignées et le choix d'un programme d'études connexe. Au jour le jour, le fait de favoriser l'évaluation formative et partagée peut aider les jeunes à prendre conscience de leur démarche à l'intérieur d'un projet. Il ne suffit plus d'évaluer un produit fini, mais le cheminement de l'élève, c'est-à-dire ses intentions et ses actions.

Il est essentiel de favoriser le repérage des goûts et des aptitudes des jeunes pour les aider à s'orienter. Il faut leur permettre de faire des choix. Par exemple, dans le cas d'un travail sur les oiseaux, certains préféreront participer à la construction de cabanes, d'autres opteront pour la recherche des oiseaux qui habitent la région, tandis que d'autres encore seront intéressés par la définition de leurs caractéristiques. « Qu'ils choisissent au moins selon leurs goûts, comme la menuiserie, l'architecture, la biologie, la géographie, etc. » Si un projet porte sur un pays, une émission télévisuelle ou la musique, il est préférable de laisser à l'élève le choix du sujet, selon ses champs d'intérêt. En plus d'affirmer ses goûts, il sera plus motivé.
Sensibiliser et informer les jeunes sur les activités parascolaires constitue un autre moyen simple mais efficace de l'aider. Participer à une activité artistique, culturelle, scolaire ou sportive peut permettre au jeune de s'initier à certains domaines, d'affiner et de diversifier ses goûts et ses intérêts. » Ils vont se mettre en projet et voir ce qu'ils aiment », précise la professeure.

Elle souligne aussi l'importance de favoriser la participation de professionnelles et de professionnels à l'école. « Cela est plus difficile, et je le conçois. Il faudrait que les équipes-écoles aident le personnel enseignant à se doter d'une banque de professionnels ou d'entreprises, reconnaît Élisabeth Malazon. Et cela pourrait être l'un des premiers projets qu'une école se donne. » Elle note également l'importance d'intégrer des visites en entreprises afin de susciter l'intérêt des jeunes.

En résumé
Élisabeth Malazon propose les actions suivantes pour offrir une pédagogie qui intègre le projet :
- Favoriser les références à des métiers et à des professions pour contextualiser les apprentissages.
- Favoriser la connaissance des goûts et des aptitudes de chacune et de chacun.
- Intégrer dans les cours des liens entre la matière enseignée et le choix d'un programme d'études connexe.
- Favoriser la participation de professionnelles et de professionnels.
- Sensibiliser les élèves et les informer sur les activités parascolaires.
- Favoriser l'évaluation formative et partagée.
- Intégrer des visites en entreprises.

« Il n'y a pas de projet sans action », assure Élisabeth Malazon. Initialement, le projet se situe dans un paradigme de behavioriste – et non constructiviste et socioconstructiviste – bien que l'un et l'autre aient alimenté par la suite sa définition. Ainsi, le projet ne pourrait être purement et simplement réduit à un désir ou à une intention vague. Ce qui l'en différencie, c'est qu'il comporte une réflexion de trois ordres : la situation présente, le futur souhaité et les moyens à mettre en œuvre pour le réaliser (Guichard, 1993).

Avec Chantal Fauche, l'une de ses étudiantes, la professeure a étudié le concept de projet auprès des jeunes. « On a vu qu'ils n'avaient pas de projet, ce qui ne veut pas dire qu'ils n'aient rien dans leur vie », explique Élisabeth Malazon. Les jeunes ont tous des goûts, des valeurs et des aspirations. Dans la démarche du projet, l'important est d'abord de formuler ses intentions (goûts et champs d'intérêt, buts et objectifs), pour ensuite se mettre en action et entreprendre une démarche (planifier, ordonner, organiser, reconnaître les obstacles, choisir les ressources) vers un but donné (mise en action, échéances, résultats).

Au primaire et au secondaire, les jeunes ont des aspirations, mais rarement un projet professionnel ou autre. Ainsi, pour les enseignantes et les enseignants, il s'agit de travailler à susciter l'émergence et la reconnaissance des champs d'intérêts, des goûts et des aspirations des élèves.

« Cela ne fait sourire lorsqu'on propose l'école orientante et la pédagogie par projet dès le primaire, dit Élisabeth Malazon. Je ne suis pas contre, mais on ne peut pas mettre tous les jeunes en projet. » Des études en psychologie démontrent que c'est seulement à partir de 18 ans qu'une personne est apte à mener à bien un projet. Plus jeune, elle traverse diverses étapes essentielles qui contribuent à son développement.

La première étape se caractérise par le synchronisme des désirs (5 et 10 ans). À cet âge, les jeunes sont en mesure de savoir ce qu'ils aiment et ce qu'ils n'aiment pas, sans plus. Ils fonctionnent par le désir, l'affectif. « Vous pouvez les rendre aptes à adopter une démarche de projet, mais ils ne sont pas encore capables de traverser toutes les phases d'un projet. L'équipe-école devra le structurer pour en faire un beau projet. Mais qui aura réalisé ce projet? Ce n'est pas l'élève, mais tout un système. Je n'en conteste pas la valeur, sauf qu'on ne peut pas demander à nos jeunes plus que ce qu'ils peuvent faire. »

Entre 10 et 12 ans, c'est la période de l'investigation diffuse de l'environnement. « Le jeune sait que l'environnement existe, mais il ne le comprend pas, spécifie Élisabeth Malazon. Au cours de cette étape importante de la 1re et 2e secondaire, le jeune développe sa pensée opérationnelle : il peut organiser, reconnaître, catégoriser, classer et hiérarchiser. » L'investigation dominante de soi caractérise le jeune de 14 à 18 ans. Il apprend tranquillement à se connaître. » Il est égocentrique, c'est lui, dit-elle. À ce moment-là, il a une pensée abstraite; c'est à cette étape qu'émerge le projet. Il est alors capable de poser un jugement sur l'environnement et d'avoir une pensée qui lui permet de réfléchir et de se mettre en projet. » C'est vers l'âge de 18 ans qu'il aborde l'étape de la conduite et de la stratégie de projets. « À 18 ans, on est capable d'accepter l'échec et on se réajuste. C'est alors que l'échec devient une expérience positive et l'on est capable de poursuivre la démarche. » La personne peut alors dire dans quel but elle se met en projet, elle connaît le pourquoi.

« Évidemment, il y a plusieurs types de maturité, précise la professeure. Par exemple, si un jeune n'a jamais appris à être autonome, il ne le sera pas plus à 18 ans. Si, depuis qu'il est tout petit, il a appris qu'il pouvait obtenir quelque chose en travaillant, en entreprenant une démarche, il le sera. »

Évidemment, avec la réforme, l'apprentissage par projets a été grandement valorisé dans l'enseignement. « Et c'est très bien », reconnaît Élisabeth Malazon, qui propose d'observer cette approche de plus près. Selon Lasnier (2000), l'approche par projet vise l'application et l'intégration de connaissances et d'habiletés dans la fabrication d'un produit, d'une œuvre, d'une réalisation concrète. » Ce qui nous intéresse, c'est la stratégie de travail individuel à développer », précise la professeure.

« Plusieurs disent que l'approche par projet c'est le summum, c'est vraiment la socioconstructiviste. Erreur, ajoute-t-elle. Initialement, c'est du behavioriste. Tout comportement est assorti d'une fin et est intentionnel. Le constructiviste permet de dire que l'élève construit ses connaissances, ce qui vient alimenter le concept. Le socioconstructiviste ajoute qu'il faut travailler en équipe; mais dans un projet, on ne travaille pas toujours en équipe. » Même à l'intérieur d'une équipe, chaque élève apporte sa contribution : il fait sa propre démarche qui ajoute à celle de l'équipe. Ainsi, dans l'apprentissage par projets, il y a une démarche collective et une démarche individuelle.

L'étape de l'évaluation est essentielle. Sachant que le projet doit être concluant et qu'il se concrétise par une intention, il importe d'évaluer non seulement le résultat, mais la démarche. » C'est à travers l'évaluation que l'enseignant peut vérifier toutes les activités qui ont été faites, ajoute la professeure. Il faut prévoir un certain nombre de moyens pour atteindre ce but — avoir une note pour une production écrite ou orale, mais surtout développer des habiletés qui vont permettre aux élèves de réaliser d'autres projets. »

Pour mener à bien l'évaluation, il faut tenir compte des caractéristiques du projet, lequel :
- est conscient;
- se concrétise par la formulation d'une intention;
- est assorti d'un but;
- comporte un certain nombre de moyens pour atteindre ce but;
- se précise sous forme de programmes d'activités successives.

Élisabeth Malazon propose un modèle d'évaluation — qu'elle a expérimenté auprès de ses étudiants — qui se compose de différents moyens : une entrevue collective et une entrevue individuelle, une autoévaluation de l'élève, une coévaluation par les pairs et une analyse des productions du portfolio. » Ces divers moyens d'évaluation amènent l'élève à se mettre en projet », dit-elle. À travers ce processus d'évaluation, l'élève exprime ses intentions, expose sa vision, sa démarche et les difficultés rencontrées, il évalue ensuite s'il a atteint ses objectifs ou non, et pourquoi. Il bénéficie aussi d'une évaluation extérieure provenant de ses pairs et de l'enseignante ou enseignant, qui lui permet de se remettre en question et de se réajuster au besoin.

La professeure a noté certaines dérives de l'approche par projet : la dérive de type production, qui porte à donner toute l'importance au produit fini sans tenir compte de la démarche. La dérive d'ordre rationnel et technocratique où tout est planifié, faisant ainsi abstraction du caractère personnel de la démarche et de l'autonomie de l'individu. La dérive d'ordre affectif, spontanéiste, qui est le fait de planifier un projet à partir d'une idée, et non des jeunes.

« Il faudrait que notre démarche de projet puisse constituer un tout, et que nous ayons toujours l'idée qu'une approche orientante amène les jeunes à se mettre en projet et à développer des habiletés, surtout méthodologiques », résume Élisabeth Malazon. « Si l'on pouvait en faire un tout, ce serait magnifique. »

Pour une école orientante
Guide
- Informer sur les métiers.
- Informer sur l'orientation, sans préjugé.
- Favoriser le développement de projets collectifs, mais sans en abuser.
- Faciliter l'accès aux services complémentaires.
- Soutenir financièrement et moralement les intervenantes et intervenants scolaires dans leurs initiatives.
- Développer un partenariat avec la communauté.

Pièce de théâtre

De joyeux naufrages!

Joyeux, à coup sûr, mais naufragés! « Quarante ans de navigation au gré des réformes ministérielles… Réforme à bâbord, réforme à tribord, on a parfois l'impression d'aller nulle part. » La précieuse Ginger ainsi que Gelligan sont découragés; ils ont l'impression de voguer à la dérive. Mais les joyeux naufragés ont enfin trouvé la voie à suivre grâce à la bonne Jynnie!

Mélangeant! Le groupe de théâtre Pierre-Bédard a puisé son inspiration dans des émissions télévisuelles célèbres pour créer les personnages de la pièce intitulée Je sais le rêve du transfert des apprentissages, présentée lors du 17e Forum pédagogique, à Rimouski. Une pièce qui, avec humour, démystifie la réforme, son vocabulaire et ses concepts. Ainsi Ginger (Dominique Bédard), Gelligan (Jacques Piperni) et Jynnie (Mireille Lévesque) entraînent les spectateurs dans un long voyage où ils découvrent, le long de la route, le sens des compétences et aborderont au passage les notions d'objectifs, d'orientations, de mission, etc. Des cartes et des boussoles pour guider nos joyeux naufragés!

COLLOQUE SUR

SEMAINE QUÉBÉCOISE DE LA CITOYENNETÉ

Vivre ensemble

Au cours de ce colloque, vous pourrez discuter, entendre des témoignages, être au fait d'expériences prometteuses vécues dans les écoles et vous enquérir des réflexions les plus récentes sur des questions liées à l'éducation à la citoyenneté.

À qui s'adresse ce colloque ?

Aperçu du programme

Surveillez votre courrier

Virage est une publication du Secteur de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et secondaire

Robert Bisaillon
Sous-ministre adjoint

Margaret Roux-Dolan
Directrice, Direction de la formation générale des jeunes

Une collaboration de la Direction des communications
Colombe Cliche
Directrice

Éditeur et rédacteur en chef
Jean-Pierre Bernard

Rédaction
Esther Blais, Pascale Sauvé, Claudine St-Germain

Photographe
Marvin Grenier

Collaboration à l'édition
La Direction des communications
Michel Martel

Assistante à l'édition et à la rédaction
Denise Thériault

Conception graphique
Les Oranges Bleues

Distribution
La Direction des ressources matérielles
Lise Duchesne

Code de distribution
13-0001-07

ISSN : 1488-3066 (version imprimée)
ISSN : 1488-3074 (version en ligne)

Éducation Québec